

MAY 20 1978



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALEDistr.
GENERALE

A/33/110

25 mai 1978

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-troisième session
Points 30 et 122 de la liste préliminaire^x

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

ELABORATION D'UNE CONVENTION INTERNATIONALE CONTRE LA PRISE D'OTAGES

Lettre datée du 23 mai 1978, adressée au Secrétaire
général par le représentant permanent d'Israël auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de me référer à l'acte d'agression criminel perpétré par des terroristes de l'Organisation de libération de la Palestine à l'encontre de passagers qui attendaient de monter à bord d'un avion de la compagnie El Al à l'aéroport d'Orly, à Paris, le samedi 20 mai 1978, et d'appeler votre attention sur le télégramme que M. Tamir, ministre de la justice et ministre des transports par intérim d'Israël, a adressé, le 21 mai, au Président du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale. Le texte du télégramme de M. Tamir était le suivant :

"Conformément à l'article 13 de la Convention de Montréal de 1971 pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit :

A l'aéroport de Paris Orly, le samedi 20 mai 1978, à 15 h 25 environ, un groupe de trois terroristes a ouvert le feu sur des passagers qui allaient embarquer sur le vol El Al 324 à destination de l'aéroport international Ben Gurion. Seule l'intervention rapide des forces de sécurité a empêché que cet acte de terrorisme ne se transforme en un massacre qui aurait coûté la vie à des douzaines de passagers innocents et en une attaque contre l'appareil d'El Al. Malgré cette rapide intervention, un membre des forces de sécurité françaises a été tué par les terroristes, et un certain nombre de personnes ont été blessées.

x A/33/50/Rev.1.

Les terroristes étaient membres d'un groupe affilié à l'OLP. Dans une annonce qu'il a faite à Beyrouth, ce groupe s'est déjà empressé de revendiquer la responsabilité de cette attaque.

Cette attaque est la dernière d'une longue série d'actes d'agression perpétrés par des membres de l'OLP à l'encontre de l'aviation civile. Il est totalement incompréhensible que l'OLP, qui sert de paravent aux mouvements terroristes palestiniens, se soit récemment vu octroyer le statut d'observateur auprès de l'OACI, organisation dont c'est la vocation même d'assurer le développement de l'aviation civile internationale dans la sécurité et dans l'ordre.

Je demande d'urgence au Conseil de l'OACI de condamner cette attaque et de lancer un appel aux Etats pour qu'ils prennent immédiatement des mesures visant à prévenir et à punir de telles attaques et pour qu'ils se conforment aux résolutions pertinentes de l'OACI, en particulier aux résolutions A-22-16 et A-22-17, dans lesquelles les Etats sont notamment priés de prendre des mesures appropriées pour empêcher de pareilles attaques.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre à tous les membres du Conseil."

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document officiel de l'Assemblée générale au titre des points 30 et 122 de la liste préliminaire.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent d'Israël
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) Chaim HERZOG
